

le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

N°359 - 30 avril au 13 mai 1982

18^e ANNÉE - 3F1^{er} MAI

Retourner à l'internationalisme

Le 1^{er} mai avait autrefois une signification prolétarienne combattante et internationaliste. En commémorant la grande grève américaine du 1^{er} mai 1886 pour la journée de huit heures (on travaillait alors 10, 11 heures et parfois davantage!) et la répression sauvage qui s'en est suivie (huit dirigeants ouvriers ont été pendus à Chicago!), les prolétaires du monde entier se mirent à cesser le travail ensemble par dessus les frontières pour affirmer leur revendication commune de la journée de huit heures et manifester leur volonté de répondre ensemble aux coups de l'adversaire commun.

S'il y a un mot qui a perdu aujourd'hui tout contenu de lutte pour les larges masses ouvrières, c'est bien celui d'internationalisme. Le stalinisme l'a dénaturé en le mettant au service de l'impérialisme russe: pour lui l'«internationalisme» signifie aujourd'hui l'approbation du coup de force de Jaruzelski. Les partis social-démocrates et national-communistes, comme le PCF, l'ont honteusement travesti, en s'en servant comme prétexte pour freiner les réactions ouvrières par exemple contre la guerre coloniale en Algérie (d'abord la révolution, ensuite on les libérera!). Et ceci, au moment même où chacun d'entre eux s'engéniait à enchaîner chaque contingent national du prolétariat aux intérêts antagonistes de chaque Etat bourgeois, comme ils l'avaient fait dans la guerre impérialiste.

Pourtant, s'il est une classe qui peut mettre au dessus des intérêts particuliers de catégorie et de nationalité de puissants intérêts communs internationaux, c'est bien la classe ouvrière. Le capitalisme unifie tous les jours davantage ses conditions de vie, mêle ses rangs par l'immigration. Il la soumet à la même crise internationale et à la même pression grandissante du militarisme, l'oblige à lutter pour vivre et à se rendre compte que l'union de ses rangs par dessus

les barrières de nationalités est une force inestimable, face aux différentes bourgeoisies qui n'hésitent pas à collaborer entre elles contre la classe ouvrière de tous les pays, c'est-à-dire à être à leur manière... internationalistes!

L'internationalisme prolétarien véritable est à l'ordre du jour parce que la lutte prolétarienne est de nouveau à l'ordre du jour.

A l'heure du chômage galopant, alors que les bourgeoisies tentent de faire croire aux prolétaires «nationaux» que l'amélioration de leur sort est lié au départ d'une partie des travailleurs immigrés, l'internationalisme consiste à combattre les brimades, les expulsions, à défendre et aider la lutte pour la régularisation des sans-papiers, à combattre l'inégalité de statut des travailleurs étrangers et le contrôle de l'immigration qui renforcent la police sur le dos de toute la classe et divisent ses rangs.

L'internationalisme, c'est populariser, même à une échelle encore réduite aujourd'hui, la lutte des ouvriers des autres pays. C'est s'appuyer par exemple sur l'identité d'intérêts qu'ont ressentie à un moment les prolétaires devant la lutte des ouvriers polonais pour combattre l'utilisation ignoble que tentent d'en faire aujourd'hui l'Eglise, la démocratie et les impérialismes occidentaux.

L'internationalisme, c'est aussi prendre dans la révolte des ouvriers et des paysans pauvres qui se dressent les armes à la main contre la barbarie capitaliste-impérialiste au Salvador, et qui bravent hardiment dans les autres pays de difficiles conditions de lutte, le courage et la force des luttes ici, au cœur des métropoles impérialistes contre les ennemis les plus coriaces de la classe ouvrière du monde entier.

(Suite page 3)

REPRISE ET INTENSIFICATION DES GRÈVES

Bon anniversaire, messieurs du 10 mai!

Grève à Flins, Citroën, Rhône-Poulenc, Société Générale, agitation chez les enseignants, dans le personnel hospitalier...

Par leur enthousiasme et leur détermination, les travailleurs — les immigrés en première ligne — minent le terrain des menteurs et des autruches qui s'obstinent à répéter: «Ce sont les patrons qui freinent, le gouvernement, lui, est pour nous, il faut l'aider!»

200.000 flics, 80.000 gendarmes, 18 usines évacuées légalement par la police depuis le 10 mai, toutes les lois répressives sur les publications conservées et tenues en réserve de la République: s'agit-il de «mauvais patrons», ou même du «patronat» ou d'une politique d'Etat capitaliste au plus haut niveau?

Pour le triomphe, à travers l'ordonnance des 39 heures, de la campagne obstinée du patronat, commencée dès après 1968; contre les «rigidités» dans le temps de travail imposé aux ouvriers; contre les «garanties» de 1936 sur les 40 heures, qui a poussé parallèlement à la solution des accords par branche sans lutte d'ensemble: les patrons seulement, ou le lobby syndical, CFDT ouvertement, CGT plus sournoisement, qui présente cela comme la victoire du «dialogue», le dialogue du renard et de la poule?

Les contrats de solidarité, qui d'après les chiffres officiels d'avril, ont permis de créer 6.000 emplois, et d'en supprimer 25.000: est-ce une «initiative patronale» incontrôlée,

avec Mauroy pour les bénir?

Le contrôle des chômeurs, la diminution des aumônes et des indemnités dégressives pour tous n'ont-ils pas été cuisinés centralement entre tous les partenaires sociaux (sauf les intéressés!)? Le travail de nuit étendu pour les femmes, les promesses toujours remises à des jours meilleurs (gratuité de l'IVG, crèches et cantines), est-ce que c'est moins lourd pour les travailleuses avec la «compensation» de flots de discours démagogiques fabriqués au mètre dans les ministères et les bureaucraties syndicales?

Et la baisse organisée du pouvoir d'achat, un «accident»? Les fiches de paie cuisinées avec mille justificatifs compliqués: 130 F en moins pour chômage technique ou autre, 130 F en plus comme «fruit des négociations»=0% en février, pour 2 ou 3% d'inflation reconnue: ça se passe dans les officines de travail clandestin, où à **Renault-Billancourt, vitrine des nationalisations?**

Contre les travailleurs immigrés, le taiaut lancé par Defferre les 23-24 avril, une période de «cafouillage» (délicate expression employée à ce sujet par *Le Point*), est-ce l'œuvre de «racistes à isoler», de bavures policières, ou du **premier flic de France**, titre que mérite le ministre de l'Intérieur aussi bien que Clémenceau, le fusilleur des ouvriers de Fourmies et de la Martinique au début du siècle?

(Suite page 2)

■ QU'EST-CE QUE LE PS ? page 2

■ LES PROLÉTAIRES DE LA PÉRIPHÉRIE DU CAPITALISME A L'AVANT-GARDE

■ ACTION DIRECTE page 2

page 3

SUIVRE L'EXEMPLE DE FLINS !

Flins est la première grande grève depuis le 10 mai. Depuis trois semaines, jour après jour, les flammes de la lutte ont touché tous les ateliers: mécanique, sellerie, ferrage, électrolyse, peinture, tôlerie, caristes, R5 et R18 confondues, OS et P1 coude à coude. 15.000 ouvriers en grève, tenant bon sur leurs revendications, formant leur comité de grève face à la trahison ouverte des appareils syndicaux vendus à l'Etat-patron, en voilà un exemple et un encouragement!

LIRE PAGE 2

LILLE MAUROY ENVOIE SES FLICS CONTRE LES SANS-PAPIERS

Mercredi 21 avril à 9 h a eu lieu, à l'initiative du Groupe Français-Immigrés, un rassemblement devant la préfecture de Lille au moment où se réunissait la commission de régularisation. Une cinquantaine de travailleurs immigrés scandèrent des slogans pour la régularisation sans conditions de tous les sans-papiers et contre les expulsions (de nombreux sans-papiers ont reçu un récépissé provisoire d'un mois au bout duquel ils doivent avoir quitté le territoire).

LIRE PAGE 4

PSYCHOSE DE LA SÉCURITÉ

Les pétales sont tombés reste le poing...

La campagne menée actuellement sur les questions de sécurité s'inscrit parfaitement dans la politique développée depuis des années par le PC et le PS. La Gauche derrière son masque d'humanisme mollassé, cache une ferme volonté de défendre l'ordre capitaliste: campagne pour l'ilôtage, l'arrêt et le contrôle de l'immigration, pour la construction de commissariats supplémentaires, etc. Les premières mesures prises par la social-démocratie au gouvernement ont été l'accroissement en hommes et en matériel de la police et de la gendarmerie.

Ces derniers mois, on a pu assister à l'utilisation des sociétés de gardiennage contre les luttes (sans papiers, Isigny, Clichy) et à des attaques policières contre des usines en grève (Hutchinson, Leleu).

Le PS et le PC ont tout de suite exploité leur recul aux élections cantonales en l'interprétant comme un résultat du «sentiment d'insécurité» et de la méfiance par rapport au «laxisme gouvernemental» face à la délinquance et au terrorisme.

C'est alors qu'est apparue, avec un remarquable à propos, une campagne de presse qui rappelle celles qui ont eu lieu en Allemagne

dans les années 70. Première phase: 6 jours de campagne autour de la découverte d'armes. Première page des journaux, campagne à la télé. La machine est en route. Action Directe est au centre d'une campagne d'intoxication bien contrôlée. Le terrorisme — fait aggravant — «international» touche la France profonde. 6 jours de campagne destinée à éliminer pour la énième fois tout sentiment de révolte. Grand messe démocratique et policière préparant l'opinion à des mesures de renforcement policier.

Tout naturellement la seconde phase consiste à annoncer l'ajournement de l'abrogation de la loi

Peyrefitte. Mais elle a surtout permis à Defferre, en cohérence parfaite avec plus de trente années de pratique anti-ouvrière, de:

— proposer le renforcement des contrôles d'identité, c'est-à-dire de renforcer la présence des flics là où ils doivent être: là où vivent et circulent les prolétaires;

— faire déboucher la campagne anti-terroriste sur des attaques contre la petite délinquance, la jeunesse prolétaire et l'immigration. Defferre connaît les cibles: «Le phénomène des bandes de jeunes qui sévissent de plus en plus, non seulement à la périphérie des villes mais dans les centres» (*Le Monde* du 17/4/1982).

Résultat: installation des «vigies» (flics «très courtois», très curieux et très armés) qui doivent répondre à la préoccupation d'«accroître la présence de la police dans la cité et développer les actions préventives» (déclaration du préfet de police de Paris), mais aussi de «tenter de combler le fossé qui s'est creusé entre la population et les gardiens de la paix» (*Le Matin*). (Suite page 2)

Bon anniversaire !

(Suite de la page 1)

A côté de ce palmarès, les cadeaux par milliards au patronat (nationalisations, Honeywell-Bull, charges sociales allégées pour Gattaz et ses pleureurs) — fardeau réel pour les exploités qui paieront — ne sont que la partie visible de l'iceberg !

Et pourtant: les concessions maigres, mais réelles, que les travailleurs ont pu arracher depuis le 10 mai, ils les ont imposées par les luttes de l'hiver dernier, même partielles et «balkanisées». Effrayés des luttes actuelles, les chiens de garde ouvriers ont dû faire une petite pause dans leurs querelles autour des places et des caisses, et envisagent de refaire pour le 1^{er} mai une unité d'urgence, l'unité de leurs services d'ordre, l'union contre les luttes et immédiatement contre une «descente» tumultueuse des travailleurs en lutte dans leurs cortèges funèbres et leurs «fêtes» sans joie !

Certes les obstacles sont grands pour ceux qui reprennent aujourd'hui dans les usines et les quartiers le chemin de l'action directe, la vraie, sous toutes ses formes, violente, non violente, celle de la CGT et des Bourses du travail de 1905! Aujourd'hui en France, il s'agit immédiatement de tirer le maximum de la vague de grèves actuelle, pour l'éducation par la lutte et l'organisation des prolétaires.

Pour cela, les travailleurs les plus décidés doivent avoir le souci de préparer, organiser et étendre ces grèves et ces actions non seu-

lement en se méfiant du patron et des flics, en organisant leur propre défense mais en se mettant à l'abri du contrôle syndical: ce qui ne signifie pas mépriser et ignorer les travailleurs combattifs syndiqués, mais savoir, avec sang-froid, que même si on trouve des amis dans les syndicats, les appareils actuels sont anti-ouvriers et qu'on ne peut accorder sa confiance, donner des responsabilités et charger de représenter les travailleurs qu'à ceux qui répondent aux besoins de la lutte, non en paroles, mais en actes.

Contre ces éléments d'avant-garde, l'alliance patrons-flics-appareils syndicaux utilise et utilisera de plus en plus la ruse, la flatterie, la corruption, et aussi la calomnie et les coups. L'arme des travailleurs contre cela, ce n'est pas seulement le courage personnel, mais la sympathie de couches ouvrières de plus en plus larges, les liens de toute espèce sous des formes multiples avec les autres travailleurs dans l'entreprise, dans les entreprises voisines, dans les quartiers, partout où cette sympathie, même minimum et passive au départ, peut se consolider dans une expérience, même réduite, de lutte commune. C'est à cette condition seulement qu'il arrive qu'on puisse localement pousser des bonzes «ouvriers» vendus: les pousser à coups de pieds dans le derrière, en attendant que la force organisée de plus larges couches de travailleurs à l'échelle nationale et internationale les déblaie de la route prolétarienne. □

Qu'est-ce que le PS ?

Pour comprendre ce qu'est le PS, il n'est pas inutile de voir d'où il vient. Retournons pour cela aux années cinquante, et suivons le fil des événements.

C'est surtout en 1956, c'est-à-dire avec le Front républicain de Guy Mollet, qui accentue la guerre en Algérie, que les phénomènes de dissidence déjà présents dans les vieux partis se transforment en une véritable fermentation. Mendès-France quitte le gouvernement, suivi un an plus tard par Mitterrand puis Defferre. Surtout, les Jeunesses socialistes dont Rocard est président, sont en effervescence, de même que la jeunesse chrétienne, tandis que la répression de l'insurrection de Budapest et le soutien apporté au Front républicain par le PCF détourne de lui la jeunesse intellectuelle.

Ces forces qui constituent la «nouvelle gauche» seront particulièrement actives dans la CFTC, le syndicalisme paysan et l'UNEF, et auront pour expression politique le PSU. Ce courant dynamique fera ses armes politiques dans la dénonciation de la guerre d'Algérie et du coup d'Etat du 13 mai. Il s'enracinera dans ce qu'on a appelé la «Nouvelle classe ouvrière», celle des nouveaux secteurs industriels et des régions nouvellement touchées par l'expansion inouïe du capitalisme, où le manque de dynamisme qui caractérise le PC et la CGT entrave leur progression.

Le gauchisme qui naît des années soixante apparaît d'abord dans le mouvement étudiant comme une radicalisation de ce

courant, avant de se rattacher par certaines de ses ailes à d'autres écoles politiques, mais il a toujours conservé des points de contacts avec la nouvelle gauche.

Par la nature des revendications avancées, dont beaucoup sont «qualitatives», Mai 68 bousculera le PC et la CGT, les forçant tant bien que mal à s'adapter. Il portera essentiellement sur sa vague non seulement le gauchisme mais aussi la nouvelle gauche, en particulier la CFDT.

On n'a pas manqué de voir récemment dans le 27 mai 1968 l'anticipation du 10 mai 1981. Devant le refus des accords de Grenelle par la base de Billancourt et devant les hésitations du gouvernement, Mendès-France pose alors la candidature de la gauche non-communiste au pouvoir; le lendemain Mitterrand récidive, et le PC voit à juste titre dans cette conjonction du «débordement gauchiste» et de l'initiative social-radicale-moderniste, qui le transforme en force d'appoint, un sinistre présage. Mais l'épisode n'est pas non plus sans signification vis-à-vis du prolétariat, qui a involontairement provoqué cette initiative, destinée à canaliser ses énergies dans le marais de l'alternance démocratique.

Le nouveau mouvement se concrétise en 1971, avec la fondation du PS au Congrès d'Epiny

puis la signature du programme commun. L'alliance électorale avec le PC est nécessaire, mais le fait que le PS ait le vent en poupe lui fait attendre de ce «Front unique» avec un PC ankylosé une sorte de vengeance historique de la social-démocratie qui consiste à «plumer la volaille communiste»...

Dès lors toute une gamme de forces vont s'agréger au PS constitué par le courant radical-socialisant de Mitterrand, flanqué de l'aile traditionnelle de Defferre, avec ses notables et son influence chez les fonctionnaires de la FEN et de FO, ainsi que de l'aile attrape-gauchiste du CERES.

On assistera d'un côté au ralliement de l'aile mendésiste qui avait suivi le gaullisme grâce à la perspective de la modernisation du capitalisme français sous l'égide de l'Etat, ainsi que du courant chrétien qui a inspiré les réformes de 1968-70 (et dont Delors est un représentant), sans parler de morceaux du gaullisme de gauche, quand l'élimination de Chaban-Delmas a signifié la victoire du libéralisme traditionnel avec Giscard et la réduction du gaullisme à une dimension national-conservatrice dont Chirac sera plus tard l'expression.

Mais le PS ne se contente pas de ravir ainsi au gaullisme toute son aile bourgeoise moderniste. On assiste en même temps au regroupement autour de lui des divers courants de la «nouvelle gauche» avec le ralliement de Rocard et de

(Suite page 4)

ACTION DIRECTE Une expérience désastreuse

L'arrestation de Mohand Hammani et de Joëlle Aubron, après Gilles Collomb, et la campagne de presse abjecte sur le terrorisme, pousse de nouveau Action Directe sur le devant de la scène.

Indéniablement, Action Directe, qui est en fait plus une mouvance qu'une réelle organisation, entraîne des militants dont l'esprit de révolte et de sacrifice n'est pas à démontrer, et tranche avec l'aplatissement des ex-gauchistes ramollis. Les coups qu'ils subissent de la part de la bourgeoisie qu'ils veulent combattre ne peuvent que susciter chez les prolétaires combattifs et les militants

révolutionnaires la volonté de les défendre contre la répression et de répondre à la campagne dégoûtante déchaînée par les médias (Paris Match notamment).

Affirmer sa solidarité avec ces militants et s'inspirer de leur esprit de révolte ne saurait cependant aller sans la critique la plus sévère des positions d'A.D. Nous reviendrons une autre fois sur la brochure récemment publiée: *Pour un projet communiste*. Voyons cette fois l'attitude d'A.D. dans la lutte des squatts de la rue Charbonnière à Paris.

Le fond du problème est le suivant: on ne peut mélanger ici

aujourd'hui les tentatives de prolétaires de s'organiser indépendamment des forces bourgeoises avec des actions de type «militaire». Celles-ci exigent l'existence d'un mouvement plus avancé, qui puisse les défendre non seulement politiquement mais aussi pratiquement, leur donner des arrières, permettre à une organisation militaire d'atteindre des objectifs utiles au renforcement du mouvement des masses prolétaires, à ses organisations de lutte et à son parti.

Si ces organisations manquent,

(Suite page 3)

Suivre l'exemple de Flins !

(Suite de la page 1)

C'est pourquoi, au moment même où les bonzes et la Régie négocient «au finish» sur des miettes que les grévistes ont repoussées jusqu'ici comme des insultes, ce sont les ouvriers de Citroën qui partent, aux cris de «400 F pour tous! Liberté! Liberté! Faisons comme ceux de Flins!». Et l'usine Rhône-Poulenc de Mantes-la-Jolie, à 8 km de Flins, s'est aussi mise en grève avec occupation.

Flins est habitué aux affrontements directs: en 1968, les CRS assaillirent Gilles Tautin, et la Régie licenciat des dizaines de délégués de la lutte; en 1973 les grévistes reprenaient la boîte occupée par la maîtrise en sautant par dessus les grilles; toujours en 1973, le patron licenciat 25 ouvriers combattifs.

En 1978, après le lock-out et l'occupation après la reprise-trahison syndicale, 45 autres travailleurs étaient licenciés et poursuivis en vue d'expulsion par le gouvernement.

Rien n'a changé: mardi 20, mercredi 21, des commandos d'huissiers ont fait pleuvoir les constats sur les dirigeants de la lutte pendant que les bonzes syndicaux tentaient de toutes leurs forces de barrer l'entrée des ateliers aux

défilés des grévistes, mais en vain! Vendredi 23, tous ces camarades avaient déjà reçu chez eux des lettres de menaces et de sanctions du patron: mises à pied, licenciements, ce qui n'empêchait pas les bonzes de négocier sur les vacances! Pour les travailleurs de Flins, c'est clair que ce dont on discute en priorité, c'est un aller simple avec roulement aux frontières grâce à Defferre!

Quoi qu'on en pense, si la Régie tient ferme sur les revendications des grévistes qui sont les mêmes partout (180 pour tous sans conditions, au maxi, sans polyvalence, baisse des cadences affichée dans les ateliers), ce n'est pas parce qu'il y a un mauvais patron: la Régie a déjà perdu 125 milliards d'anciens francs avec les grèves de Billancourt, Sandouville et Flins, et elle doit marcher sur les intérêts des travailleurs pour vivre. Mais c'est vrai aujourd'hui partout, et c'est le gouvernement PC-PS qui met sur pied les plans industriels qui veulent permettre aux «secteurs de pointe» de faire des percées sur les marchés étrangers: pour les travailleurs, cela signifie modernisation à outrance, cadences bestiales, salaires plus bas!

Cette politique n'est pas une

«mauvaise politique des patrons». C'est la politique du gouvernement, la seule que peut mener le capitalisme, surtout en temps de crise!

La politique du front Régie-gouvernement-bonzes syndicaux, c'est aussi de tenter d'empêcher la contagion de Flins par tous les moyens: le mensonge, mais aussi les cadres, les flics, les commandos de chiens de garde du PC, comme ceux qui ont fait la chasse à nos militants le 19, mais sont tombés sur ces malheureux membres de la LTF et de l'ex-OCI qui n'avaient, eux, rien à se reprocher.

D'autres luttes se sont malgré tout allumées, il faut répondre à leur appel!

La violence des bonzes stali-niens à Renault ne date pas d'aujourd'hui. Lors de la grève de 1947, Le Hénaff criait à ses gardes du corps «Butez-le, butez-le!» lorsque le représentant des grévistes parlait. Ils n'en sont pas encore là. Faute de pouvoir s'en prendre aujourd'hui directement au Comité de grève, ils font la chasse aux militants combattifs qui viennent lui apporter leur soutien.

Psychose de la sécurité

(Suite de la page 1)

Mais le souci de la Gauche est aussi de renforcer l'amalgame entre immigration et délinquance: «La France ne peut accueillir de nouveaux immigrants» et elle «ne peut être le refuge des délinquants» (Defferre s'adressant à la police). Le crime de sale gueule, spécialité des métropoles impérialistes, se trouve complété par les mesures qui seront probablement prises après l'attentat de la rue Marbeuf. Celui-ci semble être le résultat des luttes d'influences bourgeoises entre les gendarmes syriens et irakiens et l'impérialisme français (dont les prolétaires ne doivent pas oublier qu'il est aussi responsable de l'ordre impérialiste et sioniste au Moyen-Orient). Il est à son tour hypocritement utilisé par l'Etat français pour ficher, contrôler et réprimer les militants révolutionnaires réfugiés en France (Iraniens, Turcs, Italiens, etc.)

Ensuite, bien que remise, la mesure autorisant la police à tirer sur simple sommation illustre la volonté de rétablir policièrement la peine de mort juridiquement abolie. La police ne se privait pas de tirer, mais les futures bavures seront plus faciles à couvrir.

Quant à la querelle Defferre/Badinter, elle illustre une nouvelle fois ce qu'est une démocratie bourgeoise: l'utilisation simultanée de deux méthodes complémentaires. Defferre, avec une parfaite franchise, dit ce que peut et doit faire un Etat bourgeois pour se maintenir. Ses déclarations ne sont en rien le fruit d'une pression de la «droite musclée» ou d'une «fraction fascisante de la police». Defferre est et reste parfaitement un social-démocrate, c'est-à-dire un défenseur de l'exploitation et de la répression bourgeoise.

Badinter, lui, c'est la voix des couches bourgeoises qui sentent aussi la nécessité du bâton (n'oublions pas que le premier discours du ministre Badinter demandait d'écraser tout danger de terrorisme et que c'est lui qui propose l'existence de cours d'assises spécialisées anti-terroristes), mais qui sentent aussi la nécessité du mensonge libéral. L'utilisation de l'une et l'autre méthode marque et mar-

quera l'action gouvernementale en la matière.

La Gauche se trouve face à l'accroissement du phénomène social qu'est la délinquance et qui ne peut être freiné par les discours. Pour un Etat, il importe impérativement moins d'empêcher la montée de la délinquance que de chercher par le terrorisme policier et des médias à dissuader les prolétaires de réintroduire dans leurs luttes une de leurs armes de classe: la violence prolétarienne, seule manière de s'opposer à la violence bourgeoise.

Malgré ses aspects anti-ouvriers la campagne menée a une conséquence que les révolutionnaires doivent prendre en compte. C'est que s'il existe bien une «peur du gendarme», une telle campagne révèle aussi l'existence — non négligeable — d'un sentiment de répulsion et d'imperméabilité chez certaines couches prolétaires. Par exemple, il n'est pas rare de voir dans le métro les flics empêcher d'arrêter des jeunes ou des immigrés en infraction. Dernièrement à Houilles, 60 jeunes ont fait un barrage devant les flics pour assurer la fuite de voleurs.

Aux communistes de prendre appui sur la réalité, qui montre que l'insécurité pour les prolétaires, c'est de vivre dans cette société où la seule certitude est de se voir opprimer et exploiter toujours davantage. Aux communistes de faire que les réactions de haine salutaire se transforment en volonté de se protéger et de s'organiser pour riposter dans les quartiers et les entreprises contre les flics légaux et parallégaux. La seule sécurité des prolétaires, c'est l'auto-défense contre la bourgeoisie et ses chiens de garde. □

De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale

(Manifeste du Parti communiste international - 1981)

72 pages - Prix : 6 F

Les prolétaires de la périphérie du capitalisme à l'avant-garde

Suivant avec passion, au printemps 1919, le «*cours historique de la révolution prolétarienne*», qui alors semblait ne pas devoir s'arrêter, Trotsky se demandait comment on pouvait expliquer, à la lumière du marxisme, l'«*incongruité*» d'une vague révolutionnaire qui avait pris son essor «*dans le pays le plus arriéré d'Europe et continuait à progresser par étapes successives vers des pays économiquement plus développés*»; une vague révolutionnaire en somme, qui avançait d'Est en Ouest et non, comme cela aurait été «*naturel*», en sens opposé.

Trotsky répondait à cette difficile question en observant que «*si le marxisme enseigne que les rapports de classe surgissent dans le processus de production et que ces rapports correspondent à un niveau déterminé des forces productives; s'il enseigne également que toutes les formes de l'idéologie et surtout de la politique correspondent aux rapports de classe*», «*cela ne signifie nullement que la politique, les alignements de classe et la production ne soient régis que par des rapports mécaniques, calculables à l'aide des quatre opérations de l'arithmétique*».

«*Au contraire, les rapports réciproques sont extrêmement complexes. Il n'est possible d'interpréter dialectiquement le cours des événements d'un pays, y compris le processus révolutionnaire, qu'en partant de l'action, de la réaction et de l'interaction de tous les facteurs matériels et superstructurels, à l'échelle nationale et mondiale*» (1).

C'est sur ces règles de l'interprétation dialectique de l'histoire qu'il faut se baser. D'une part, il est vrai que les pays les plus évolués d'un point de vue capitaliste sont aussi ceux où les conditions objectives du passage au communisme sont déjà mûres et où le poids de la classe ouvrière dans l'ensemble de la société est le plus grand (et sera demain décisif). Mais il est tout aussi vrai que la période tout au long de laquelle se sont progressivement accumulés les facteurs matériels sans lesquels la transformation communiste de la société serait impossible a été aussi une période où se sont resserrés et renforcés les liens «*matériels et superstructurels*» de la classe opprimée avec le régime de son oppression. Or, c'est sur l'influence de ces liens que la classe dominante joue, avec succès jus-

qu'ici, pour exercer et maintenir sa domination de la façon la plus tranquille possible. «*Plus un pays est puissant du point de vue du capitalisme, plus, toutes choses égales par ailleurs, l'inertie des rapports de classes «pacifiques» est grande, et plus doit être grand l'élan nécessaire pour briser l'équilibre relatif entre les deux classes opposées — le prolétariat et la bourgeoisie — et pour transformer la lutte de classe en guerre civile ouverte*».

D'autre part, il s'agit — «*dans l'esprit de l'enseignement authentique de Marx*» — de situer le processus de formation et de développement des nations bourgeoises arriérées et périphériques dans le cadre global du capitalisme, comme un «*processus économique qui a d'abord pris une forme nationale, puis a dépassé le cadre national, en établissant des relations mondiales; un processus qui n'a pas eu besoin de revenir aux instruments et aux méthodes de son enfance pour pouvoir soumettre les pays arriérés à son influence*».

Seule une telle interprétation permet de comprendre comment et pourquoi, dans certaines aires du globe, le retard (d'ailleurs rela-

tif) des forces productives et des rapports de production s'accompagne d'une avance (elle-même relative, mais avance tout de même) dans la maturation des antagonismes de classe et des alignements sociaux et politiques.

Ce n'est qu'ainsi que pouvait apparaître clair et même évident à Trotsky, et à plus forte raison à Lénine, ce qui pouvait au contraire sembler un scandale et un mystère aux yeux des menchéviks. C'est-à-dire que dans un pays de capitalisme immature comme la Russie des vingt premières années du siècle, la classe ouvrière «*au contraire du prolétariat d'Europe occidentale, non seulement n'a pas présenté les caractères d'arriération culturelle et d'ignorance que les citadins à demi analphabètes et bornés ne se sont jamais lassés de souligner, mais a prouvé en même temps sa mobilité, son initiative et sa réceptivité aux conclusions ultimes découlant de sa condition de classe*», et donc également à la doctrine et au programme communistes.

Le fait est que l'arriération d'un pays pourtant inséré dans le marché mondial n'entrave pas, mais au contraire conditionne le développement, non «*naturel*» et pacifique, mais spasmodique et «*catastrophique*» du capitalisme et, parallèlement, un développement non moins spasmodique et «*catastrophique*» de la classe ouvrière.

Les passages que nous avons cités de ce texte, qui est l'un des

plus pénétrants de Trotsky, montrent qu'il n'y a rien de «*nouveau*», pour le marxisme révolutionnaire, à attribuer une importance vitale, dans les phases initiales de la vague révolutionnaire mondiale, comme c'était le cas à cette époque, ou dans les phases de reprise des grandes luttes de classe, comme c'est le cas aujourd'hui, à l'entrée en scène du prolétariat de la périphérie du capitalisme, jeune et plein d'élan, par rapport au prolétariat des métropoles impérialistes, riche d'expérience et de traditions, mais entravé par les terribles «*inerties des rapports de classe «pacifiques»*».

Aujourd'hui, il ne s'agit pas pour nous de suivre avec passion, dans son processus complexe, le «*cours de la révolution prolétarienne*». Ce que nous pouvons suivre (mais avec une passion tout aussi grande), c'est le cours de luttes de classes dont la révolution n'est que l'issue finale, après leur approfondissement, leur extension et leur aggravation à l'échelle mondiale. D'autre part, nous n'avons pas devant nous, comme donnée centrale de la tentative d'interpréter les faits, un pays comme la Russie, où en plus des caractéristiques de l'évolution économique et sociale induite plus haut, il existait une classe ouvrière profondément labourée et fécondée dans ses détachements d'avant-garde par le marxisme.

Mais, d'un côté, il est évident que même dans les pays capita-

(Suite page 4)

60.000 F POUR LA PRESSE DU PARTI AVANT JUILLET 82!

La presse communiste révolutionnaire est une arme indispensable de la lutte prolétarienne.

Elle ne vit, n'est fabriquée, diffusée et défendue que grâce aux efforts et aux sacrifices constants, d'abord, des militants qui se dévouent entièrement à la cause de l'émancipation prolétarienne, mais aussi de tous les prolétaires et les camarades qui, sans pouvoir encore donner le meilleur de leur temps et de leurs énergies à cette cause, en sentent cependant l'importance, sympathisent avec elle et veulent contribuer à la défendre.

Ces efforts sont nécessaires en toute situation. Ils le sont davantage aujourd'hui, où la crise mondiale de la société bourgeoise appelle au renforcement international du réseau du parti révolutionnaire.

Souscrivez, faites souscrire vos camarades

Pour vos versements: directement à nos permanences ou par chèque bancaire à l'ordre de SARO ou CCP «Le Prolétaire» 139 13 D Paris.

REUNIONS PUBLIQUES

■ A GRENOBLE:

Vendredi 7 mai, à 20h30, Salle Millet, 11 rue Millet

■ A LYON:

Mercredi 12 mai, à 20h30, Majo de Villeurbanne 2, impasse Métral (Métro République)

La gauche au gouvernement : SECURITE, AUSTERITE

Brochures «Le Prolétaire»

- 5. Question féminine et lutte de classe 4 F
- 6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 5 F
- 7. La grève des nettoyeurs du métro 4 F
- 8. Violence, terrorisme et lutte de classe 4 F
- 9. Elections et gouvernement de gauche: mystifications bourgeoises 4 F
- 10. Postiers en lutte (la grève de janvier-février 1978 à Créteil et dans les centres de tri 5 F
- 11. Auschwitz ou le grand alibi 3 F
- 12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration ... 5 F
- 13. Le marxisme et l'Iran 6 F
- 14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de six années de lutte 4 F
- 15. Contre la farce électorale, pour la lutte de classe, pour la révolution 3F
- 16. Pour des revendications et des méthodes de classe (orientations pratiques d'action syndicale) 4 F
- 17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale 6 F

ACTION DIRECTE

(Suite de la page 2)

une action, même pas militaire mais utilisant des méthodes de luttes qui font partie de l'arsenal de la lutte de classe mais sont disproportionnées et ne correspondent pas aux forces disponibles, peut être une entrave réelle aux tentatives d'organisation encore embryonnaires: elle les place devant des exigences trop élevées.

C'est ce qui se passe aujourd'hui, où A.D. pousse cette méthode disproportionnée à l'absurde dans le squatt: on y dépose des armes et on prépare des actions militaires, alors qu'on ne s'occupe même pas de l'organisation et de la popularisation préventive vers les travailleurs du quartier pour la défense du squatt en prévision de l'attaque policière pourtant

prévue; il sera vidé, incendié et muré dans l'indifférence générale, sans la moindre tentative de résistance organisée et la moindre dénonciation vers les prolétaires.

On ne peut se complaire à radicaliser sans cesse le sigle d'une organisation, à se donner sans cesse par le verbiage l'image d'une organisation politico-militaire, et laisser les travailleurs ayant rejoint le squatt dans l'abandon total et la non-organisation. Et pendant ce temps, on n'hésite pas à faire des parades spectaculaires... Et l'on doit dire qu'il le résultat est pratiquement égal à zéro.

Action Directe est aussi l'exemple du fait qu'un radicalisme, même armé, n'exclut pas les pires illusions sur le rôle de la social-démocratie. «*Si le PS ne met pas les patrons au pas, on s'en chargera*» (interview en septembre

1981 à France Inter) «*Nous attendons de voir si les déclarations généreuses [de Jospin sur le logement] vont se concrétiser par une attitude correspondante*» (Projet Communiste) ou encore l'affirmation que les mesures de Defferre seraient prises sous la pression d'une «*frange fascisante*» de la police: organisation politico-militaire ou réformisme armé?

Les militants révolutionnaires qui ont touché du doigt le caractère désastreux de cette expérience, doivent savoir que de telles méthodes de lutte et une telle désinvolture doivent être bannies s'ils veulent faire davantage que «*témoigner de leur révolte*»: se rendre utile à la lutte prolétarienne, en l'organisant, en lui dédiant leurs élans et leurs talents. Elle en demande énormément. □

Retourner à l'internationalisme

(Suite de la page 1)

C'est discuter les enseignements de toutes les luttes prolétariennes, au Brésil, en Inde, en Belgique comme partout ailleurs, pour mieux préparer nos luttes ici, les rendre plus efficaces et apporter ainsi notre contribution à l'ensemble du mouvement.

L'internationalisme, aujourd'hui où les «*jeunes extrémistes*» de Cisjordanie, qui sont avant tout des prolétaires, affrontent avec des pierres l'armée suréquipée d'Israël, c'est de tendre la main à cette lutte, de la défendre, en ayant bien présent à l'esprit que l'entente entre les prolétaires arabes et

européens a pour condition la lutte contre le sionisme et l'Etat d'Israël, mercenaire impérialiste au Moyen-Orient.

L'internationalisme, c'est aussi apporter aux prolétaires et aux militants frappés par la répression capitaliste, que ce soit en Turquie, en Iran, en Pologne, en Algérie, en Italie, en Espagne ou ailleurs, le soutien inappréciable qui vient du sentiment de ne pas être seul. C'est de chercher à construire, sur ce terrain de la solidarité contre l'Internationale des flics comme sur celui du soutien aux luttes ouvrières, des réseaux qui lient des groupes de prolétaires et de militants révolutionnaires de façon radicalement indépendante des forces de l'adversaire.

Aujourd'hui l'impérialisme anglais et la bourgeoisie argentine se disputent les îlots des Malouines en anticipant sur les querelles impérialistes autrement plus âpres que prépare largement par exemple l'installation des missiles russes et américains en Europe. Ils appellent chacun de leur côté leurs prolétaires à l'union sacrée. L'internationalisme consiste à contrer cette propagande chauvine de mobilisation impérialiste en montrant qu'elle se fait sur le dos des prolétaires qui lèvent le drapeau de la révolte en Irlande du Nord, dans les banlieues ouvrières anglaises, comme sur le dos des travailleurs et mili-

tants durement réprimés par la dictature militaire en Argentine. Il consiste à souder à travers tous les épisodes de lutte et de révolte la force de classe qui sera à même de refuser pratiquement demain cette union nationale et de réaliser l'union fraternelle des prolétaires de tous les pays.

L'internationalisme, c'est enfin et surtout de chercher à construire sur la base de la théorie révolutionnaire juste, le marxisme, et sur la base des enseignements révolutionnaires des glorieuses luttes passées et des meilleures expériences présentes, un parti qui pourra assurer la coordination, l'unification et la direction des luttes des différents contingents nationaux de la classe ouvrière pour les fonder en une armée prolétarienne internationale unique.

Les pas qu'il est aujourd'hui possible d'accomplir dans cette direction peuvent ne pas sembler pour l'instant spectaculaires et grandioses, mais ils sont la condition pour pouvoir viser demain des objectifs internationaux plus ambitieux, pour renouer à grande échelle avec l'internationalisme prolétarien, cet internationalisme dont le 1^{er} mai, une fois débarrassé de ses oripeaux productivistes, patriotiques et réformistes, pourra peut-être redevenir un symbole.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

